

Mémoire Bridge-Bonaventure

Au courant de la dernière année, les membres du Comité des Personnes Assistées Sociales de Pointe-St-Charles (CPAS) se sont rassemblés pour discuter de l'avenir du secteur Bridge-Bonaventure. Ces derniers ont exprimé leurs inquiétudes par rapport à leur qualité de vie et l'avenir du quartier. De plus, le comité-femmes du (CPAS) s'est réuni pour réfléchir sur les enjeux qui touchent spécifiquement les femmes. Le présent mémoire résume ce que les membres du CPAS ont à dire aux promoteurs du projet Bridge-Bonaventure.

Le CPAS est en accord avec (les revendications de la CDC Action Gardien) Les membres du Comité des personnes assistées sociales de Pointes-St-Charles (CPAS) demandent à la ville de Montréal de :

- de refuser tout développement qui viendrait prolonger Griffintown dans notre quartier (tour en hauteur et condos de luxe);
- de ne pas autoriser l'implantation d'un stade de Baseball au bassin Peel;
- de protéger le secteur de la spéculation foncière;
- de travailler avec les autres paliers de gouvernement pour que les terrains fédéraux proches du bassin Peel soient utilisés pour la création d'un milieu de vie inclusif et à échelle humaine;
- d'user de tous les leviers disponible à l'échelle municipale pour soutenir la réalisation d'un projet porté par la communauté de Pointe-St-Charles, en réponse aux besoins locaux et montréalais;
- de s'assurer d'une vraie planification d'ensemble, sans que des décisions soient prises à la pièce par les différents paliers de gouvernements.

En appui à la démarche de l'Opération Populaire d'Aménagement (OPA) portée par la CDC Action-Gardien, le CPAS souhaite, au nom de leurs membres, faire valoir une analyse féministe par rapport à la construction d'un stade de Baseball et ce que les membres du CPAS veulent réellement pour leur quartier.

Les personnes impliquées dans le comité-femmes du CPAS se sont mobilisées lors de la manifestation organisée par le Front d'Action Populaire en Réaménagement Urbain (FRAPPU) du 15 septembre 2019. Nous avons transmis ces messages aux éluEs :

- On rebondi comme une balle, nous les femmes de Pointe-Saint-Charles et on remporte les marbres!
- C'est notre repère! Pas votre milieu d'affaires!
- On est pas des femmes d'affaire, mais on voit à nos affaires!
- Solidaires! Communautaires, les milliardaires faites de l'air!
- Pas besoin d'attendre trois prises, les condos sont à coup sûr déjà de trop!
- Nous ce qu'on veut c'est des logements sociaux
- Les femmes ont besoin de support et pas d'équipe de sport!

Ces slogans imagés résument leurs préoccupations et l'essence de l'analyse féministe développée par le comité-femmes par rapport au projet Bridge-Bonaventure.

L'analyse féministe produit par le CPAS souligne les faits suivants :

- Contrairement aux promoteurs Serge Goulet de Devimco et Stephen Bronfman de Claridge, les femmes de Pointe-St-Charles ne retireront aucun bénéfice à la construction d'un stade de baseball;
- Les emplois créés pour la construction du stade, les hôtels et les condos de luxes seront occupés majoritairement par des hommes;
- Les emplois de services (emplois de vente, restauration, femmes de chambres) où les femmes sont surreprésentées sont mal payés et non syndiqués;
- Ce type d'emploi vulnérabilise davantage les femmes aux abus et harcèlements de toutes sortes;
- Les démonstrations sportives sont des périodes d'augmentation de l'exploitation sexuelle des femmes et de violence envers celle-ci;
- Le développement immobilier en lien avec ce projet d'aménagement urbain ne correspond pas à la capacité de payer des femmes de Pointe-Saint-Charles à cause des inégalités salariales, du travail à temps partiel et des responsabilités familiales souvent à leur charge.

Les femmes de Pointe-Saint-Charles exigent une planification féministe des villes et la création d'un espace de vie inclusif, sécuritaire, non marchand, pensé par et pour les personnes qui y vivent. Une telle planification signifie pour notre comité-femmes

- Un projet de logement social dans un milieu de vie communautaire;
- Un projet qui mettra de l'avant la protection du milieu naturel, un accès à l'eau pour tous et toutes et une bonification du transport collectif et actif.

Le CPAS demande que l'aménagement urbain tienne compte des besoins de ses membres. Les discussions autour du projet Bridge-Bonaventure ont fait émerger trois grandes catégories de demandes soient le logement, l'environnement et le transport. Le contenu des trois grandes catégories vont comme suit :

Le logement :

- Il doit avoir une réglementation sur les limites d'étages pour les constructions à venir
- Le logement est un besoin essentiel et un enjeu de santé global. Le prix d'un loyer ne doit pas dépasser 25% du revenu.
- Il faut préconiser le développement de logements sociaux
- Des infrastructures et des espaces communautaires telles qu'une école secondaire, des commerces de quartier et des lieux de socialisation gratuits doivent être construits
- L'aménagement urbain doit être pensé dans le but de favoriser la rétention des résidentEs du quartier

Le transport :

- L'accès aux berges du fleuve St-Laurent doit être direct et facile pour les résidentEs de Pointe-St-Charles en transport en commun et en transport actif.
- Les réseaux de transport collectifs et actifs doivent être bonifiés (meilleurs trajets d'autobus, plus fréquents, bonification d'un réseau cyclable sécuritaire)
- Le déplacement de l'autoroute Bonaventure

L'environnement :

- Les espaces verts, les milieux naturels et les parcs doivent être préservés

La réalisation de ce projet collectif pour l'avenir du secteur Bridge-Bonaventure à Pointe-St-Charles implique que les terrains publics fédéraux ne soient pas vendus à des promoteurs immobiliers. De plus, la ville de Montréal doit encadrer le développement du bien commun en respectant une vision d'ensemble. Dans le contexte spécifique de Pointe-Saint-Charles cela veut dire qu'il est primordial de prendre en considération les besoins des personnes dont les ressources économiques, sociales et politiques sont limitées. Le CPAS espère vivement que la ville saura être une alliée de nos communautés auprès des gouvernements fédéral et provincial.